

# Procédure file

Informations de base	
RSP - Résolutions d'actualité	2018/2670(RSP)
Procédure terminée	
Résolution sur la violation des droits de l'homme et de l'état de droit dans le cas de deux soldats grecs arrêtés et placés en détention en Turquie	
Sujet 6.10.09 Situation des droits de l'homme dans le monde	
Zone géographique Turquie	

Acteurs principaux	
Parlement européen	

Evénements clés			
17/04/2018	Débat en plénière		
19/04/2018	Résultat du vote au parlement		
19/04/2018	Décision du Parlement	<a href="#">T8-0185/2018</a>	Résumé
19/04/2018	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2018/2670(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 132-p2
Etape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation					
Proposition de résolution		<a href="#">B8-0194/2018</a>	18/04/2018	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T8-0185/2018</a>	19/04/2018	EP	Résumé

## Résolution sur la violation des droits de l'homme et de l'état de droit dans le cas de deux soldats grecs arrêtés et placés en détention en Turquie

Le Parlement européen a adopté par 607 voix pour, 7 contre et 18 abstentions, une résolution sur la violation des droits de l'homme et de l'état de droit dans le cas de deux soldats grecs arrêtés et placés en détention en Turquie.

Le texte adopté en séance plénière avait été déposé par les groupes PPE, S&D, ALDE, ECR, GUE/NGL, EFDD et Verts/ALE.

Le Parlement a invité les autorités turques à mener rapidement à bien la procédure judiciaire, à libérer les deux soldats grecs détenus depuis mars et à les remettre à la Grèce. Les deux soldats grecs sont détenus depuis plus d'un mois sans qu'aucune charge n'ait été portée contre eux et que, partant, ils ignorent le crime dont ils sont accusés.

Les députés ont rappelé que les deux soldats grecs affirment s'être égarés en raison du mauvais temps alors qu'ils patrouillaient la frontière, la zone boisée de Kastanies, le long de la rivière Evros/Meriç, un point de passage important pour les migrants, les réfugiés et les trafiquants.

Des cas similaires survenus par le passé, dans lesquels des soldats turcs ou grecs avaient accidentellement traversés la frontière, ont été réglés sur place, au niveau des autorités militaires des deux parties.

Le Parlement a appelé les autorités turques à respecter scrupuleusement la procédure judiciaire ainsi que, au regard des parties concernées, les droits de l'homme consacrés par le droit international, dont la convention de Genève. Il a invité le Conseil, la Commission, le Service européen pour l'action extérieure ainsi que tous les États membres de l'Union à se montrer solidaires de la Grèce et à demander la libération immédiate des deux soldats grecs lors de tout contact avec des dirigeants et des autorités turques, au nom du droit international et des bonnes relations de voisinage.